

SITE

Dernière semaine d'enquête sur la centrale

Les enquêteurs de Plogoff: «couillons ou polichinelles?»

La dernière semaine de l'enquête d'utilité publique à Plogoff ressemble en tous points à celles qui l'ont précédée et les affrontements sont toujours aussi violents. Les trois commissaires enquêteurs présents sur place pendant les quatre derniers jours et qui doivent passer une journée dans chaque commune comme le veut la réglementation peuvent donc constater qu'en six semaines rien n'a vraiment changé. Plogoff refuse toujours obstinément sa centrale.

Plogoff (envoie spécial)

Est-ce la volonté de bien montrer que la petite commune du cap Sizun tient le coup contre vents et marées. Ou bien le désir de sortir le front haut d'une épreuve de force dont on n'a pas fini de parler ? Toujours est-il qu'à la « messe » de 17 heures, les affrontements sont d'une intensité qui n'a rien à envier à ceux des 40 premiers jours. Mardi, c'était une dizaine de cocktails molotov qui explosaient dans les jambes des gendarmes et mercredi, une attaque en règle des camions au lance-pierres et aux pavés. Les forces de police ont riposté par des dizaines de grenades lacrymogènes et offensives.

... LE COMMISSAIRE S'INFORME

Depuis six semaines malgré tout, l'humour n'a jamais perdu ses droits et hier vers 16 heures une cinquantaine de personnes ont organisé un faux enterrement à Goulien. Des femmes vêtues de noir ou en « jibillén », costume de grand deuil, les hommes, certains cravatés portant un cercueil sur lequel était inscrit : « Goulien mort de vouloir vivre » ont voulu aller jusqu'au cimetière de la commune en passant le long de la mairie annexe. Ceci leur a été refusé par un impressionnant cordon de gendarmes mobiles qui ont pu cependant apprécier les prières, les cantiques bre-

tons et un requiem chante « pour le repos de leur âme et pour celle des commissaires enquêteurs ».

A 73 ans, l'amiral Georgelin a encore bon pied, bon œil et une bedaine imposant le respect. Archetype du notable ayant passé sa vie à « se dévouer à la cause du bien public », administrateur, bénévole selon lui, de nombreuses sociétés publiques ou semi-publiques, il était surtout connu jusqu'à présent dans le Finistère pour être un redoutable coureur de cocktails mondains, un vrai drogué du petit four et du toast au caviar. Assisté du commandant Nédélec, capitaine au long cours en retraite, lui aussi nommé « commissaire enquêteur » par le préfet du Finistère, c'est avec la plus exquise civilité qu'il ma reçu dans la camionnette annexe stationnée au pied du calvaire de Trogor. Dehors, plusieurs dizaines d'habitants de Plogoff entourent une voiture haut-parleur diffusant à tue-tête des chants anti-militaristes et des enregistrements de bruits de bottes à l'adresse des gendarmes.

« L'affaire est compliquée » explique l'Amiral « mais nous sommes ouverts à tout dialogue. Nous ne fuyons pas nos responsabilités et nous comprenons que les gens de Plogoff défendent leurs intérêts particuliers. C'est humain et nous savons qu'une centrale est un traumatisme pour une commune. Ils défendent leur petit bout de terre. Il ne faut pas oublier tout de même qu'EDF donne de sérieux avantages financiers ».

Les commissaires ont vu « tout le monde » m'assure-t-il, des pro-nucléaire et des anti, des responsables sociaux économiques, des scientifiques. Comme preuve de sa volonté de s'imprégner complètement du dossier, l'amiral me tend, impérial, le volume à dix francs de la collection *Que Sais-je?* consacré aux centrales nucléaires : « Vous voyez bien que je m'informe. Nous ne savons pas encore si nous rendrons un avis favorable

ou pas, mais nous ne sommes pas venus ici pour faire les polichinelles ». Sont-ils vraiment aussi persuadés de l'importance de leur rôle. Le lendemain, le troisième et dernier commissaire enquêteur, Jean Allouis, ancien directeur de la Banque de France de Quimper, me recevait à la mairie annexe de Goulien et me confiait très desabuse : « c'est pas trois pauvres couillons comme nous qui feront la pluie et le beau temps à EDF ».

POUR TA SALE GUEULE DE BRETON

Alors que l'enquête d'utilité publique touche à son terme, les positions des uns et des autres se réaffirment et quelques timides, muets jusque là, commencent à vouloir parler tout haut et tout fort. Jean Coader, maire de Goulien qui n'avait pas dit grand chose pour l'instant, m'a précisé mercredi que s'il avait fermé sa mairie pour la durée de l'enquête ce n'était pas forcément parce qu'il était contre la centrale : « la fermeture n'a rien à voir avec le nucléaire mais si on avait laissé la mairie ouverte, les dossiers n'auraient pas tenu un quart d'heure » Goulien est contrairement à Plogoff, majoritairement peuple d'agriculteurs ce qui permet à Jean Coader d'ajouter « les paysans d'ici ont besoin d'électricité pour faire tourner les moteurs. L'agriculture a besoin d'énergie, nous on travaille. A Plogoff, l'électricité elle sert seulement à faire marcher les télé ! »...

Ralenties pendant quelques temps, les visites de personnalité ont repris à Plogoff et Michel Rolant, représentant le bureau confédéral de la CFDT, est venu apporter son soutien aux habitants du Cap Sizun. Il s'est déclaré très impressionné par la participation massive de la population aux manifestations anti-nucléaire : « On n'a jamais vu cela ailleurs, des processions de mères se rendant en corps constitués devant les gendarmes ». Dénonçant d'autre part avec la CFDT du Finistère « le déploiement policier hors de proportion avec l'enjeu, il ajoutait « La provocation policière est évidente : la gendarmerie est un corps dont la réputation n'est plus à faire en ce qui concerne la discipline. Or à Plogoff, des gendarmes ont craché sur des gens, fait des gestes obscènes, écrit des insultes sur les grenades qu'ils lançaient (Par exemple : « Pour ta sale gueule de Breton ») monté la vaste opération du 29 février pour appliquer la loi anti-casseurs à des gens qui ne pouvaient pas s'échapper. Si un gendarme fait cela, c'est qu'il en a reçu l'ordre ».

Michel Rolant devait d'autre part révéler que le comité central d'entreprise de la BNP qui disposait chaque été du petit séminaire de Pont-Croix pour y organiser ses colonies de vacances, s'était vu opposer cette année un refus catégorique. Serait-ce la preuve que les gendarmes resteront dans le Cap Sizun au-delà du terme de l'enquête d'utilité publique ?

Yann KERMOR